



## **Table ronde « TIC&PME pour les éditeurs de logiciel : le défi du déploiement »**

**Rémy MARCHAND (AFNeT, VP du Forum e-Business du Comité Européen de Normalisation)**

Avant d'animer la table ronde, je vais effectuer une présentation sur les travaux de standardisation TIC&PME 2010 et leurs besoins d'implémentation.

L'interopérabilité est définie par l'IEEE comme la capacité de deux ou plusieurs systèmes ou composants à échanger des informations et à les utiliser. Nous devons travailler sur la capacité des systèmes à se comprendre et à travailler en synergie.

Je vais prendre pour exemple l'industrie des composants électroniques pour démontrer la raison d'être de l'interopérabilité. Les composants électroniques sont utilisés par une clientèle très diverse, nécessitant une forte interopérabilité, ce qui a légitimé les travaux UN CEFAC.

Les piliers de la coopération électronique sont les suivants :

- la modélisation et l'orchestration des processus d'affaires ;
- la sémantique ;
- la technologie (solutions techniques permettant aux solutions TIC de communiquer et de s'intégrer / interfacer).

A partir du moment où UN CEFAC a travaillé avec Oasis, l'échange de manière fiable et en toute sécurité de documents d'affaires est devenu possible. L'alliance asiatique pour le e-Commerce international a lancé un groupe de travail pour que les signatures électroniques soient mutuellement reconnues.

Dans une situation dans laquelle un distributeur et un fabricant n'échangent rien, ces deux entreprises ont un système de gestion de production intégrée qui leur est propre. S'ils décident d'échanger, un processus public inter-organisations est nécessaire, en sus du processus privé.

Les éditeurs de logiciels interviennent dans ce cadre, afin que les échanges aient lieu et soient conformes aux standards TIC PME 2010. Dans le commerce international, de nombreux échanges sont nécessaires (demande de cotation, cotation, paiement crédit documentaire, déclaration en douane, etc.).

L'entreprise communicante se doit d'être branchée et influente. A titre d'exemple, je signale que la notion d'entreprise communicante ne doit pas être envisagée comme futuriste. C'est dès à présent qu'il faut devenir une entreprise communicante. ST Micro a mené à bien une telle démarche d'intégration avec ses partenaires (fournisseurs, sous-traitants, clients, logistique et services).

Les éditeurs que nous avons choisis (Oracle, SAGE, ERP CEGID Groupe, CLIP Industrie) pour intervenir dans le cadre de la table ronde sont en mesure de proposer des solutions adaptées à différentes tailles d'entreprises.



### **Arnaud PIAT (SMB Channel Manager, ORACLE)**

Oracle est engagé dans la voie de l'intégration du processus interentreprises depuis une vingtaine d'années (amont, aval, acteurs tiers – prestataires de services, transporteurs logisticiens par exemple).

Oracle souligne l'intérêt que représentent les programmes de standardisation de filières. Il en existe de nombreux de portée mondiale (Rosetta Net, Boost Aéro notamment)

Je vais prendre l'exemple de CIDX. Un standard n'est pas immuable et évolue avec le temps. CIDX est né en 1985 et a su tirer partie de l'arrivée de XML. Un nouveaux CIDX a été bâti. Il n'est pas en rupture avec le précédent mais apporte des standards de messages XML, des guides de processus d'affaires, des outils associés. Les collaborations transverses constituent une opportunité de développement pour CIDX, notamment dans le pétrole. CIDX est le standard de référence de l'industrie chimique.

Nous pouvons constater que l'absence d'intégration obère l'efficacité du système d'information et accroît la complexité des processus. La bonne formalisation de ces derniers en tant que modèle est un atout.

Oracle propose un serveur B to B, permettant de créer l'échange entre domaines fonctionnels et à l'extérieur de l'entreprise pour rationaliser le SI dans l'Entreprise et vers l'extérieur.

L'architecture de l'intégration d'application consiste à proposer aux clients les meilleures applications pour une utilisation donnée et à faire en sorte qu'elles puissent communiquer entre elles, être parfaitement intégrées en interne comme en externe avec un socle middleware architecture et intégration d'application. Ceci est conforme aux normes SOA.

Cela permet de mener une approche par processus métiers, qui vont naviguer dans les meilleures applications du marché, qu'elles proviennent d'Oracle, d'éditeurs tiers ou développées par le client.

### **Rémy MARCHAND**

Les entreprises ayant une grande quantité d'établissements et travaillant à l'international ont un système d'information complexe et réparti. Dans ce cadre, des passerelles sont nécessaires.

Les entreprises de taille plus modeste ont besoin de solutions d'une ampleur adaptée.

### **Benoît GRUBER (direction Produits division Moyennes et Grandes entreprises SAGE)**

SAGE est un éditeur ayant une forte implication dans certains projets TIC PME de par un positionnement dédié aux PME. SAGE dispose en France d'une base clients de 500 000 entreprises, avec 5 000 appels clients traités par jour.

SAGE mène régulièrement des enquêtes pour évaluer les besoins d'évolution en matière de système d'information. Nous sommes par ailleurs intégrés dans deux projets majeurs : GESFIM et Interfinance.

La stratégie d'ERP de SAGE consiste en une solution ouverte qui tient compte des besoins de normalisation.



Dans le cadre du projet GESFIM, nous avons participé à l'élaboration des normes afin de nous y adapter le plus étroitement possible. Toutes les solutions SAGE respectent ce standard. Nous permettons également aux PME de l'utiliser.

Le projet Interfinance vise la dématérialisation de la facture et du paiement. Nous avons voulu être partie prenante de ce projet, car nous proposons des solutions de gestion de finance et recueillons les besoins des entreprises dans ce domaine. Nous souhaitons que l'ensemble de nos solutions soient compatibles avec ce standard.

Nous avons tout fait pour que notre ERP soit le plus communicant possible pour le monde des PME. Nous constatons un besoin de normalisation, qui est souvent demandé aux PME par les grandes entreprises. Au-delà du besoin des PME de se conformer à la demande de normalisation, ces dernières ont besoin d'une simplification de cette démarche. Les PME doivent pouvoir s'approprier les solutions le plus rapidement possible, sans pour autant que ces dernières soient incomplètes.

Sachant que la normalisation et les échanges se développent, le développement de protocoles standards d'échange est essentiel. Les PME doivent avoir la garantie que la solution qu'elles utiliseront respecte un certain nombre de standards. Plutôt que de proposer des plateformes, nous privilégions les protocoles standardisés. Toutes les solutions de SAGE ont la capacité de communiquer entre elles. Les PME seront également en mesure d'intégrer très rapidement de nouveaux standards. Nous avons nommé notre protocole standardisé « SData ».

### **Rémy MARCHAND**

Nous constatons donc que deux entreprises peuvent procéder à des échanges électroniques, à condition qu'un processus public ait été défini, grâce des produits similaires à ceux présentés par nos intervenants.

Le fait de disposer nativement d'ERP contenant des fonctionnalités métiers correspondant bien à l'activité des entreprises et pouvant être utilisées dans le cadre d'échanges interentreprises est de nature à convaincre les dirigeants des PME, qui n'ont pas toujours beaucoup de temps à consacrer à ces questions et qui en attendent avant tout un retour sur investissement.

La masse critique est essentielle pour les grands comptes. En effet, la rentabilité de leur investissement sera affectée si les PME avec lesquelles elles collaborent n'utilisent pas les mêmes outils qu'elles.

Il est nécessaire que tous les acteurs contribuent au développement généralisé des échanges électroniques.

### **Arnaud MARTIN (président directeur général CLIP Industrie)**

Notre siège est à Aix-en-Provence. Clip Industrie existe depuis 22 ans. Nous proposons un logiciel de GPAO verticalisé. Nous avons 1 200 clients, pour la plupart des sous-traitants dans l'aéronautique et l'automobile. Elles sont souvent petites : elles comptent 50 salariés environ.



## **Rémy MARCHAND**

Tous vos clients vont pouvoir faire du commerce électronique. Toutefois, les standards d'échange électronique dans le ferroviaire sont propriétaires et non UN CEFACT. Nous attendons de l'Union européenne un programme d'alignement tel que celui mené dans le maritime.

## **Arnaud MARTIN**

Nous comptons une centaine de clients en Suisse dans l'industrie horlogère. Le premier projet EDI a plus de 10 ans, avec Clipper sous DOS. En 2006, nous avons mis en place un module EDI répondant à de nombreuses problématiques. Des projets ont déjà été réalisés pour l'aéronautique et l'automobile, ainsi que pour Koné.

Nombre de nos clients sont des sous-traitants de Dassault, qui va demander à certains d'entre eux de passer sur Boost Aéro, qui met en œuvre des processus complexes et d'un coût proportionné. Il a été décidé de mutualiser les coûts pour limiter le budget pour les entreprises. Le projet sera opérationnel le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Un connecteur SRCI traduira les messages de Dassault à l'adresse de ses partenaires.

Clip peut aller chercher les informations. A l'inverse, les clients peuvent les adresser directement. En accord avec SRCI et nos clients, nous avons décidé de ne pas appliquer l'ensemble de la norme Boost Aéro, qui est très complexe. Le module EDI gère les messages entrants et sortants (DESADV, factures). Le module Boost Aéro a été réalisé à un coût acceptable pour le PME.

## **Rémy MARCHAND**

Un connecteur est un outil assez riche. Il existe de nombreux connecteurs et de nombreux éditeurs (Téno conseil par exemple). non standardisés se développent au prix de « bricolages » qui coûtent cher et sont inefficaces. Grâce à l'emploi de connecteurs des solutions à des prix abordables existent.

## **Eric VALION (responsable gamme ERP CEGID Group)**

CEGID est une entreprise fortement internationale. Les échanges électroniques dont nous avons parlé doivent dépasser les frontières. Dans ce cadre, la présence de CEGID dans de nombreux pays est utile. CEGID s'est développé depuis 1983 de manière verticale, afin de s'adapter rapidement aux enjeux métiers (mode, manufacturing, services, BTP etc.)

Les solutions proposées par CEGID se doivent d'être disponibles dans les entreprises mais aussi en ASP locatif. L'entreprise doit pouvoir externaliser son système d'information et ses échanges électroniques. Ces derniers concernent les échanges de l'entreprise avec ses partenaires, mais aussi avec l'administration. Nous avons rendu possible un dialogue entre les entreprises pour des informations de types fiscal, social et administratif avec la DGI et la DGE.

Les entreprises ont besoin d'échanger des documents électroniques numérisés avec tous leurs partenaires, de manière simple. Les éditeurs doivent proposer des solutions simples pour mettre en œuvre ces échanges. Le projet TP 2010 est très important à ce titre. Les télé-déclarations rentrent également dans ce cadre.



Au service de l'interopérabilité, CEGID propose en ERP « CEGID Business ». Nous nous appuyons sur les standards existants. Pour répondre au besoin d'échanges électroniques, nous avons mis en place la solution INFLUE. Elle met en relation les donneurs d'ordre, les organismes certificateurs et les industriels.

Par ailleurs, CEGID offre des solutions en matière d'échange de type XML pour les solutions de e-commerce, les portails déclaratifs - déclarations sociales et fiscales, offre e-administration, les nouveaux standards (eb-XML et XBRL).

## **Rémy MARCHAND**

XBRL a été initialement développé aux Etats-Unis. Cela n'a pas permis d'éviter la crise qu'a connue ce pays, car le système financier lui-même était vicié. Les standards simplifient des échanges mais ils ne garantissent évidemment pas la valeur intrinsèque des informations échangées.

Au moment de conclure je voudrais insister sur un point qui me paraît essentiel. Les administrations doivent faire leurs meilleurs efforts pour ne pas imposer aux entreprises des modes d'échanges qui se différencient inutilement de standards ouverts et imposent l'usage de solutions inutilisables dans les échanges privés. Aujourd'hui, il est important que l'ensemble des administrations sociales et fiscales utilisent les architectures techniques standards et qu'elles fournissent les composants essentiels des documents électroniques tels que l'identification des entreprises, l'adresse etc...